

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-52

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Elena Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Helle Thorning-Schmidt, Olivier Duhamel, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero, Anne Van Lancker, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini, Proinsias De Rossa, Robert Badinter

Article III-52 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution, notamment à celles prévues **dans la II partie et** aux [articles I-4 paragraphe 2 et III- 47 à III-55 (ex-12 et 81 à 89)].
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt ~~économique~~ général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment **aux dispositions de la II partie de la Constitution et** aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.
3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.

Explication eventuelle:

Les exceptions à la libre concurrence ne peuvent en aucun cas préjuger les droits fondamentaux prévus dans la Charte.